



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETÉ N°398-DDPP-15**  
portant autorisation temporaire d'exploiter

Le préfet de la Loire

**VU** le Code de l'Environnement livre V titre 1er, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment l'article R512-37 ;

**VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

**VU** le règlement (CE) n°1069/2009 du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002 (règlement relatif aux sous produits animaux) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique 2210 «abattage d'animaux » ;

**VU** la demande par laquelle le Monsieur Yacine DADDI président de l'Association culturelle des musulmans de Montreynaud Saint-Etienne sollicite l'autorisation d'exploiter un abattoir temporaire de petits ruminants pour l'AID EL ADHA 2015 du 18 septembre au 28 septembre 2015 ;

**VU** le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

**VU** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

**VU** le rapport et les propositions en date du 03 août 2015 de l'inspection des installations classées ;

**VU** l'avis en date du 07 septembre 2015 du Conseil départemental des risques sanitaires et technologiques ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur ;

**VU** l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet d'arrêté,

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant, sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation permettent de limiter les inconvénients et dangers ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation est soumise à autorisation au titre de la rubrique 2210 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les capacités d'abattage pour couvrir les besoins de capacité d'abattage pendant les fêtes de l'AID EL ADHA sont insuffisantes pour le département de la Loire ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation telles qu'elles sont définies par le présent arrêté doivent permettre de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du livre V titre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement susvisé ;

**SUR** proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Loire,

**ARRÊTE**

## **CHAPITRE 1 : ACTIVITÉ AUTORISÉE**

### **Article 1.1 :**

L'Association culturelle des musulmans de Montreynaud Saint-Etienne représentée par son président M. Yacine DADDI est autorisée à exploiter un atelier d'abattage d'ovins, sis 25 rue de l'Apprentissage pour une période comprise entre le 18 et le 28 septembre 2015 inclus.

TABLEAU RECAPITULATIF DES ACTIVITES CLASSEES

Nature de l'activité	N° de la nomenclature	Volume journalier maximal de l'activité	Régime
Abattage d'animaux de boucherie	2210.1	20 tonnes / jour	A

L'abattoir temporaire est implanté sur la parcelle cadastrée: 218NY6

## **CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **Article 2.1 : Conformité de l'installation à la déclaration**

Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- *Installation* : les bâtiments dans lesquels se déroulent les opérations de réception, d'attente et d'abattage des animaux de boucherie, y compris leurs annexes.
- *Annexes* : bâtiments, hangars, aires et autres dispositifs réservés :
  - à l'entreposage des cadavres, sous-produits et issues non destinés à la consommation humaine y compris des cuirs
  - à l'entreposage des déjections (lisier, fumier, contenu de l'appareil digestif) ;
  - à la manipulation, au conditionnement et, le cas échéant, à la transformation des sous-produits dont la destruction n'est pas réglementairement obligatoire.
- *Animaux de boucherie* : les animaux appartenant à l'espèce ovine.
- *Matériels à risques spécifiés (M.R.S.)* : tissus de ruminants désignés sur la base de la pathogenèse des encéphalopathies spongiformes subaiguës transmissibles (E.S.S.T.), tels que décrits dans le règlement CE/999/2001 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 fixant les règles pour la prévention, le contrôle et l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles et à l'article 7 de l'arrêté du 17 mars 1992 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les abattoirs d'animaux de boucherie pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches et déterminant les conditions de l'inspection sanitaire de ces établissements,

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents du dossier de demande d'autorisation, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.



## **Article 2.2 : Modifications**

Toute modification apportée par le pétitionnaire à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier d'autorisation initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger un nouveau dossier d'autorisation.

## **Article 2.3 : Documents à tenir à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier d'autorisation ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'ouverture et les prescriptions ;
- les résultats des dernières mesures sur les effluents ;
- les documents prévus aux points 4.5 et 6.1 du présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **Article 2.4. Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle**

L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

## **CHAPITRE 3 : IMPLANTATION – AMÉNAGEMENT**

### **Article 3.1 : Règles d'implantation**

L'installation est implantée :

- à au moins 35 mètres des puits et forages, autres que ceux destinés au seul fonctionnement de l'installation, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;
- à 100 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers (hors locaux occupés par des personnels liés à l'installation), des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, des stades ou des campings agréés, ainsi que des lieux de baignade et des plages. Dérogation est faite de cette distance compte tenu du caractère temporaire de l'installation.

### **Article 3.2 : Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté.

### **Article 3.3 : Interdiction de locaux occupés par des tiers ou habités au-dessus de l'installation**

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités (à l'exception des locaux réservés au personnel de l'installation).

### **Article 3.4 : Comportement au feu des bâtiments**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les bâtiments et annexes sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre l'évacuation des personnes et

l'intervention rapide des services de secours. Les locaux sont équipés de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.

### **Article 3.5 : Accessibilité :**

L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les parkings aménagés devront permettre l'accessibilité des engins d'incendie et de secours en respectant notamment une largeur de voie de 3 mètres minimum sur le chemin d'accès à l'établissement.

### **Article 3.6 : Ventilation :**

Les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.

### **Article 3.7 : Installations électriques**

Les installations électriques sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.

L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

### **Article 3.8 : Rétention des aires et locaux de travail**

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont récupérées et recyclées.

Le sang issu de l'égorgeage doit impérativement être collecté en cuve étanche puis collecté et traité par une entreprise d'équarrissage. Le sang ne doit en aucun cas être évacué vers les installations de collecte des eaux résiduaires.

Les emplacements sur lesquels il est procédé au retrait, à la manipulation et/ou au prélèvement de matériels à risques spécifiés sont conçus de façon à éviter ou, à défaut, à limiter au strict minimum les écoulements en provenance de ces produits et leur dispersion au sol, notamment par une utilisation rationnelle de l'eau et une collecte à la source d'éventuels résidus de ces matériels.

### **Article 3.9 : Cuvettes de rétention**

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20% de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir

et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de stockage et de traitement des eaux résiduaires.

#### **Article 3.10 : Isolement du réseau de collecte**

Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.

### **CHAPITRE 4 : EXPLOITATION – ENTRETIEN**

#### **Article 4.1 : Surveillance de l'exploitation**

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et de ses dangers et inconvénients.

#### **Article 4.2 : Contrôle de l'accès**

Le public n'est pas autorisé à pénétrer dans le site d'abattage.

Les agents de sécurité devront être en nombre suffisant pour assurer la gestion des flux de clients et de véhicules.

#### **Article 4.3 : Connaissance des produits - Etiquetage**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

#### **Article 4.4 : Propreté**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### **Article 4.5 : Vérification périodique des installations électriques**

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente.

La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.



## **CHAPITRE 5 : RISQUES**

### **Article 5.1 : Protection individuelle**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

### **Article 5.2 : Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés dont un implanté à 100 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;
- l'accès aux sources d'hydrant ne devra pas être gêné par le stationnement de véhicules ou tout autre obstacle ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours en tout temps ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

*Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.*

Pour la défense incendie du site, l'établissement doit disposer d'au moins un hydrant positionné à moins de 100 m des installations et fournir un débit normalisé de 180m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures sous pression dynamique minimale de 1 bar. L'emplacement d'implantation du poteau devra être validé par le SDIS.

Les caractéristiques du poteau devront répondre aux normes suivantes :

-la mise en place d'un hydrant répondant aux normes :

- NFS 62-200 pour l'implantation
- NFS 62-211 concernant les poteaux incendie
- NFS 62-213 et NF EN 14.384 concernant les caractéristiques
- NFS 62-221 concernant les panneaux de signalisation
- NFS X08-008 concernant la couleur

-le poteau devra être alimenté par une réserve disposant d'une capacité minimale de 180 m<sup>3</sup> et équipée de dispositif permettant aux sapeurs pompiers la mise en aspiration de leur véhicule.

#### **Accessibilité :**

Les parkings aménagés devront permettre l'accessibilité des engins d'incendie et de secours en respectant notamment une largeur de voie de 3 mètres minimum sur le chemin d'accès à l'établissement.

L'exploitant devra fournir à l'inspection une attestation de conformité de la part du service départemental d'incendie et de secours de la Loire (service gestion prévisionnelle des risques) avant la mise en service des installations.

Les fiches de sécurité des produits utilisés pour l'entretien devront être tenues à la disposition des services de secours.

### **Article 5.3 : Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par celui-ci. Ces consignes indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, notamment de la chaîne d'abattage et des installations de traitement des effluents,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou polluantes telles que le sang collecté.

## **CHAPITRE 6 : EAU**

### **Article 6.1 : Prélèvements**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont relevées tous les jours et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

### **Article 6.2 : Consommation**

Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse.

### **Article 6.3 : Réseau de collecte**

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

### **Article 6.4 : Pré-traitement des effluents**

L'installation possède un dispositif de pré-traitement des effluents comportant au minimum un dégrillage équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de système équivalent assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm.

### **Article 6.5 : Destination des effluents**

Les eaux résiduaires ne pourront en aucun cas être rejetées au milieu naturel.

Elles seront intégralement collectées puis pourront faire l'objet d'un épandage agricole ou à défaut d'un traitement dans une station d'épuration extérieure ou seront éliminées selon toute autre filière autorisée.

## **Article 6.6 : Interdiction des rejets en nappe**

Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

## **Article 6.7 : Prévention des pollutions accidentelles**

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.

## **CHAPITRE 7 : AIR – ODEURS**

### **Article 7.1 : Conditions de rejet**

Les sources potentielles d'odeurs difficiles à confiner sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage. Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24h est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.

L'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est implantée de façon à ne pas gêner le voisinage. Elle est protégée des intempéries et isolée de façon à récupérer les jus d'égouttage afin de les diriger vers la station de pré-traitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.

A l'exception des procédés de traitement anaérobies, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert est évitée en toutes circonstances. Ces installations sont pourvues de dispositifs d'aération et/ou couvertes, si cela s'avère nécessaire.

## **CHAPITRE 8 : DÉCHETS**

### **Article 8.1 : Récupération - recyclage – élimination**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles et économiquement acceptables.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'élimination des M.R.S. et des sous-produits animaux.

Les matières recueillies lors du pré-traitement des effluents de l'installation défini ci-avant ainsi que les boues de curage des canalisations situées en amont de ce pré-traitement, sont collectées, transportées et éliminées conformément au règlement (CE) n°1069/2009 susvisé.

En aucun cas le sang ne peut être mélangé aux effluents et déversé dans les réseaux collectifs. Il doit être collecté à la source.

Les matériels et outils jetables utilisés susceptibles d'être souillés par des matériels à risques spécifiés sont éliminés conformément au décret n°97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique.

### **Article 8.2 : Contrôles des circuits**

L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration d'élimination de déchets et de bordereau de suivi dans les conditions fixées par la réglementation.



### **Article 8.3 : Stockage des déchets**

Les sous-produits animaux et les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...)

### **Article 8.4 : Déchets banals**

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

### **Article 8.5 : Brûlage**

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

## **CHAPITRE 9 : BRUIT ET VIBRATIONS**

### **Article 9.1 : Valeurs limites de bruit**

Au sens du présent arrêté, on appelle :

- Émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés dbA du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;
- Zones à émergence réglementée :
  - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
  - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration ;
  - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Pour les installations existantes, déclarées au plus tard quatre mois avant la date de publication du présent arrêté au Journal officiel, la date de la déclaration est remplacée, dans la définition ci-dessus des zones à émergence réglementée, par la date du présent arrêté.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

### **Article 9.2 : Véhicules - engins de chantier**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênants pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## **CHAPITRE 10 : REMISE EN ÉTAT EN FIN D'EXPLOITATION**

### **Article 10.1 :**

Outre les dispositions prévues au point 2.7, l'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

## **CHAPITRE 11 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **Article 11.1 : Annulation et déchéance**

La présente autorisation est accordée à titre temporaire jusqu'au 28 septembre 2015 inclus, conformément à l'article R.512-37 du Code de l'Environnement sous réserve du respect des prescriptions techniques supra.

### **Article 11.2 : Permis de construire**

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

### **Article 11.3 : Transfert des installations - changement d'exploitant**

Tout transfert des installations visées à l'article 1er sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation, d'une nouvelle demande d'autorisation.

#### **Article 11.4 : Code du travail**

L'exploitant doit se conformer par ailleurs aux prescriptions édictées au Titre III, Livre II du Code du Travail et textes subséquents relatifs à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et notamment celles précisées par le décret n°88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs contre les courants électriques.

#### **Article 11.5 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

#### **Article 11.6 : Délai et voie de recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté.

#### **Article 11.7 : Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Un extrait de cet arrêté, comportant toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché, de façon visible, dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de la commune sur le territoire duquel est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché pendant un mois à la porte de la Mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées est publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département ou tous les départements intéressés.

#### **Article 11.8 : Exécution**

Monsieur le Secrétaire général, Madame la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, Madame la directrice départementale de la Protection des Populations et Monsieur le maire de SAINT ETIENNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le

10 SEP. 2015

Pour le Préfet,  
par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Gérard LACROIX



Copie adressée à :

- Association Cultuelle des Musulmans de Montreynaud  
38 Allée Emmanuel Chabrier  
42000 ST-ETIENNE
- Monsieur le maire de ST-ETIENNE
- Madame la Directrice départementale de la sécurité publique
- Archives
- Chrono